



Conférence des Préfets
de l'Outaouais

LES PRIORITÉS DE L'OUTAOUAIS

Les engagements attendus
du prochain gouvernement du Québec





L'OUTAOUAIS : UNE RÉGION STRATÉGIQUE

Porte d'entrée de l'ouest de la province, qui fait partie de la région de la capitale nationale du Canada, l'Outaouais occupe une position stratégique unique au Québec. Sa proximité avec Ottawa et l'Ontario représente un moteur économique important, mais engendre également plusieurs défis structurels en matière de services publics, de développement économique et d'aménagement du territoire.

Les élus municipaux de la région souhaitent proposer une vision commune des priorités régionales afin d'assurer le développement de l'Outaouais.

LA VOIX POLITIQUE DE L'OUTAOUAIS

La Conférence des préfets de l'Outaouais (CPO) constitue l'instance politique de concertation régionale. Elle regroupe la mairesse de Gatineau ainsi que les préfets des MRC de Papineau, des Collines-de-l'Outaouais et du Pontiac.

Les élus travaillent ensemble afin de :

- Représenter les intérêts de la région auprès du gouvernement du Québec;
- Favoriser la concertation entre les territoires;
- Soutenir la mise en œuvre d'initiatives structurantes pour le développement régional.



OUTAOUAIS EN SANTÉ

L'accès aux soins de santé demeure l'un des enjeux les plus préoccupants pour la population de l'Outaouais. Depuis plusieurs années, la région accuse un retard reconnu et documenté dans ce domaine, notamment par les analyses récentes de l'Observatoire du développement de l'Outaouais (ODO). À titre d'exemple, l'Outaouais présente un déficit d'environ 846 \$ par habitant en financement en santé comparativement aux autres régions du Québec, ce qui représentait un manque de 348 M\$ pour l'année 2022-2023 (ODO, 2025).

Ce sous-financement historique a des impacts directs sur l'accès aux soins, la disponibilité des services et la capacité d'intervention du réseau de la santé. Il contribue notamment à une pression accrue sur les ressources existantes et à une iniquité persistante pour les citoyennes et citoyens de la région, qui doivent encore trop souvent se tourner vers l'extérieur de la région ou les services privés pour obtenir des soins.

La proximité d'Ottawa accentue également les défis de recrutement et de rétention du personnel, plusieurs professionnels étant attirés par des conditions plus avantageuses en Ontario.

Dans ce contexte, l'enjeu est clair : les citoyennes et citoyens de l'Outaouais doivent pouvoir bénéficier des mêmes soins publics et universels de santé, accessibles et de qualité, qu'ailleurs au Québec. Afin de corriger ce déséquilibre et d'assurer une réelle équité, des actions structurantes doivent être mises en place de manière prioritaire et soutenue.



Nous souhaitons que les partis s'engagent à :

- ✓ Établir l'équité du financement de la santé en Outaouais par un plan de réinvestissement sur 3 ans;
- ✓ Garantir et financer le développement, l'amélioration et le maintien des infrastructures de santé en Outaouais;
 - Accélérer le développement du nouvel hôpital de Gatineau pour lequel le Gouvernement du Québec doit assumer tous les impacts financiers de l'infrastructure (notamment au niveau des réseaux de transport et des réseaux souterrains;
 - Réviser à la hausse les sommes prévues pour la santé en Outaouais au Plan québécois des infrastructures, en collaboration avec les parties prenantes de la région, en fonction des besoins de la région et de ses territoires.
- ✓ Mettre en place des mesures structurantes pour recruter et retenir les professionnels, adaptées aux réalités et aux conditions de travail de l'Outaouais; notamment par l'appui à la création d'un pôle de formation en santé porté par le Cégep de l'Outaouais et l'Université du Québec en Outaouais (UQO);
- ✓ Améliorer l'accès aux services de santé de première ligne en Outaouais;
 - Améliorer l'accès aux soins de première ligne, aux médecins de famille, ainsi que les médecins spécialistes pour la population;
 - Favoriser le rapatriement des services et des ressources en santé afin de renforcer l'autonomie régionale.
- ✓ Assurer la remise en service, la modernisation et l'adaptation des Centres locaux de services communautaires (CLSC) afin de répondre adéquatement aux besoins actuels de la population et de renforcer l'accès de services proximité en territoires urbain et ruraux de la région;
- ✓ Appuyer la mise en place d'un modèle de gouvernance locale adapté aux réalités et aux besoins de l'Outaouais et de ses territoires.





FORMER ET RETENIR NOS TALENTS

L'Outaouais doit pouvoir former sa relève et retenir ses talents afin de soutenir son développement économique, social et culturel.

Bien que la région puisse compter sur des établissements importants comme l'Université du Québec en Outaouais, le Cégep de l'Outaouais et le Collège Héritage, elle demeure confrontée à un déficit d'offre de formation dans plusieurs secteurs stratégiques, notamment en santé et services sociaux, ainsi qu'à des défis importants d'accès aux études supérieures, particulièrement en milieu rural. Cette situation oblige plusieurs étudiants à quitter la région pour poursuivre leurs études, contribuant ainsi à l'exode des jeunes diplômés.

Parallèlement, la croissance démographique et le vieillissement des infrastructures scolaires accentuent la pression sur les établissements existants, dont plusieurs sont vétustes et manquent d'espaces pour répondre aux besoins actuels et futurs de la population.

Afin de soutenir le développement de l'Outaouais, il est essentiel d'agir à la fois sur le renforcement de l'offre de formation, l'accessibilité aux études postsecondaires, la rétention des talents ainsi que sur la modernisation des infrastructures éducatives.



Nous souhaitons que les partis s'engagent à :

- ✓ Renforcer l'offre postsecondaire en Outaouais par l'ajout de programmes stratégiques répondant aux besoins du marché du travail et aux priorités locales;
- ✓ Accroître le financement des établissements d'enseignement;
- ✓ Soutenir la rétention des personnes étudiantes et des personnes diplômées dans la région, notamment par le développement du logement étudiant, de solutions de transport adaptées, de stages rémunérés et de la formation à distance;
- ✓ Accélérer la construction, l'agrandissement et la modernisation des infrastructures scolaires, en priorisant les écoles vétustes et les secteurs en forte croissance démographique;
- ✓ Mettre en place une planification régionale intégrée des infrastructures scolaires et postsecondaires, adaptée aux réalités démographiques et frontalières de l'Outaouais;
- ✓ Appuyer le développement de pôles d'excellence universitaires et collégiaux pour attirer talents, chercheurs, investissements et innovations.





TRANSPORT ET MOBILITÉ EN OUTAOUAIS

Le transport constitue un enjeu stratégique pour l'Outaouais, une région frontalière où les déplacements interprovinciaux sont nombreux et où les territoires ruraux couvrent une grande superficie. Dans ce contexte, la sécurité des usagers doit demeurer une priorité, tant sur les axes routiers que dans l'ensemble des modes de transport.

Les infrastructures de transport doivent refléter cette réalité, en assurant des conditions de déplacement sécuritaires, efficaces et adaptées aux besoins de la population, tout en soutenant la mobilité des citoyens et le développement économique régional.

Nous souhaitons que les partis s'engagent à :

- ✓ Sécuriser et moderniser l'autoroute 50;
- ✓ Poursuivre le développement de l'autoroute 5;
- ✓ Assurer la mise à niveau, l'entretien et la sécurisation des autres routes provinciales structurantes de l'Outaouais;
- ✓ Investir davantage dans le transport collectif rural et urbain;
- ✓ Soutenir le développement de la mobilité durable et active;
- ✓ Appuyer la mise en œuvre d'un réseau cyclable régional intégré reliant les territoires de l'Outaouais.





SE LOGER EN OUTAOUAIS

La crise du logement et la crise de l'itinérance touchent fortement l'Outaouais. La région est également confrontée à des enjeux importants d'abordabilité, accentués par la pression immobilière liée à la proximité du marché ontarien, ce qui complique l'accès à un logement pour de nombreux ménages. À cet égard, Gatineau est aujourd'hui la ville au Québec où le loyer médian est le plus élevé, illustrant concrètement la pression exercée sur le marché locatif.

Cette réalité se reflète notamment dans l'augmentation marquée de l'itinérance sur le territoire. Entre 2018 et 2022, la population en situation d'itinérance en Outaouais a crû de 268 %, soit la plus forte hausse au Québec. Entre 2022 et 2025, cette croissance s'est poursuivie avec une augmentation additionnelle de 31 %, illustrant l'ampleur et la persistance du phénomène.

Dans ce contexte, il est essentiel d'accélérer la construction de logements abordables, de transition et de soutien et de mettre en place des mesures concrètes pour améliorer l'accès à ces logements.

Les municipalités doivent également disposer d'outils adaptés pour répondre à cette réalité et soutenir le développement résidentiel.



Nous souhaitons que les partis s'engagent à :

- ✓ Accélérer la construction de logements sociaux et abordables, de transition et avec soutien, notamment par des mesures facilitant et raccourcissant les processus de réalisation des projets;
- ✓ Augmenter les investissements en logement abordable, de transition et avec soutien;
- ✓ Adapter les programmes aux réalités du marché immobilier de l'Outaouais;
- ✓ Soutenir le développement de projets résidentiels structurants, notamment en matière de logements abordables, de transition et avec soutien, afin de répondre aux besoins diversifiés de la population;
- ✓ Reconnaître pleinement le rôle des municipalités dans la lutte à l'itinérance et renforcer le soutien aux collectivités afin de mettre en place un continuum de services cohérent et efficace, visant la prévention de l'itinérance, l'accompagnement vers le logement et le maintien durable en logement;
- ✓ Soutenir la tenue d'un Sommet régional sur l'itinérance afin d'élaborer une vision commune, de renforcer la concertation des acteurs et d'identifier des solutions durables pour prévenir et réduire l'itinérance en Outaouais.





DIVERSIFIER ET FAIRE PROSPÉRER NOTRE ÉCONOMIE

L'économie de l'Outaouais bénéficie de la présence du gouvernement, mais cette présence crée également une certaine dépendance. Certains créneaux historiques et essentiels à la région, tels que la foresterie, nécessitent d'actualiser nos approches. Ainsi, la région doit poursuivre ses efforts de diversification afin de renforcer sa résilience économique.

Dans ce contexte, il est essentiel de soutenir le développement de filières stratégiques, de réduire les obstacles au développement de certains secteurs porteurs et de favoriser la vitalité des territoires, notamment en milieu rural.

Nous souhaitons que les partis s'engagent à :

- ✓ Soutenir le développement de la filière des énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire, en adaptant les cadres réglementaires et en accélérant la réalisation de projets;
- ✓ Appuyer et moderniser l'industrie forestière, un pilier économique pour l'Outaouais;
- ✓ Renforcer le secteur agroalimentaire et soutenir la transformation locale;
- ✓ Faciliter l'ouverture et l'accès aux marchés interprovinciaux afin de soutenir la croissance des entreprises;
- ✓ Soutenir la vitalité économique de nos centres-villes et cœurs villageois, notamment par les choix urbanistiques, par le soutien à la culture et aux infrastructures.





RENFORCER LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS ET DES INFRASTRUCTURES

L'Outaouais est de plus en plus exposée aux impacts des changements climatiques. Les épisodes d'inondations récurrentes, les événements météorologiques extrêmes et la vulnérabilité de certaines infrastructures, notamment le réseau électrique, mettent en évidence la nécessité d'agir de manière proactive.

Plusieurs municipalités doivent composer avec des risques accrus, sans toujours disposer des ressources nécessaires pour planifier et mettre en œuvre des mesures d'adaptation. Par ailleurs, la vétusté du réseau électrique et la dépendance à certaines infrastructures critiques fragilisent la capacité des collectivités à faire face aux aléas climatiques.

Dans ce contexte, il est essentiel de renforcer la résilience des territoires en soutenant des initiatives concrètes d'adaptation, en modernisant les infrastructures et en développant des solutions durables, notamment en matière d'énergie.



Nous souhaitons que les partis s'engagent à :

- ✓ Mettre en place un fonds régional dédié à l'adaptation aux changements climatiques, permettant de soutenir des projets structurants, notamment en matière d'énergie renouvelable (ex. solaire) et de résilience des infrastructures;
- ✓ Soutenir les municipalités dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans de résilience climatique, adaptés aux réalités locales;
- ✓ Accélérer la modernisation du réseau électrique, afin d'assurer sa fiabilité, sa capacité et sa résilience face aux événements climatiques;
- ✓ Renforcer les mesures de prévention et d'adaptation aux inondations, incluant le soutien aux municipalités touchées et la mise en place de solutions durables;
- ✓ Appuyer le développement de solutions énergétiques locales et durables, favorisant l'autonomie énergétique des communautés.





ASSURER L'ÉQUITÉ FISCALE POUR L'OUTAOUAIS

Comme partout au Québec, les municipalités de l'Outaouais font face à des pressions financières croissantes, alors qu'elles doivent assumer un nombre grandissant de responsabilités avec des ressources limitées.

Au cours des 10 dernières années, la part du Plan québécois des infrastructures (PQI) que le gouvernement du Québec consacre aux infrastructures municipales a diminué pour passer de 7,9% en 2016 à 4,4 % au PQI 2026-2036. Il s'agit d'un manque à gagner de 5,9 G\$ pour les municipalités du Québec. Pendant ce temps, seulement pour les infrastructures d'eau et de voirie, le déficit de maintien des actifs des municipalités du Québec est estimé à 44,7 G\$.

Le modèle actuel de fiscalité municipale, largement basé sur la taxe foncière, limite leur capacité d'agir et ne reflète pas adéquatement les réalités territoriales, notamment en milieu rural.

Dans ce contexte, il est essentiel de revoir les mécanismes de financement municipal afin d'assurer une plus grande prévisibilité, équité et autonomie financière pour les municipalités.



Nous souhaitons que les partis s'engagent à :

- ✓ Hausser la part dédiée au financement des infrastructures municipales dans le Plan québécois des infrastructures (PQI) 2027-2037 afin d'atteindre 7,9% du PQI (référence de 2016);
- ✓ Revoir la fiscalité municipale afin d'assurer un meilleur partage des ressources financières en fonction des responsabilités assumées par les municipalités;
- ✓ Reconnaître et soutenir le rôle des municipalités en matière de protection et de mise en valeur du patrimoine.





UN ENGAGEMENT POUR L'OUTAOUAIS

L'Outaouais est une région dynamique, ambitieuse et pleine de potentiel. Toutefois, elle continue de faire face à des défis importants qui nécessitent une attention particulière et des investissements adaptés à sa réalité.

Les membres de la Conférence des préfets de l'Outaouais invitent l'ensemble des candidates et candidats aux élections provinciales à reconnaître les enjeux propres à notre région et à s'engager concrètement à soutenir les priorités présentées dans cette plateforme.

L'avenir de l'Outaouais repose sur des décisions courageuses, des investissements structurants et une volonté commune d'assurer à notre population des services, des infrastructures et des opportunités comparables à celles offertes ailleurs au Québec.

Au-delà de la période électorale, la Conférence des préfets de l'Outaouais souhaite établir une collaboration soutenue avec les futures députées et les futurs députés de la région. À cet effet, nous proposons la mise en place d'une table politique régionale réunissant les élus provinciaux et municipaux sur une base trimestrielle afin de favoriser le dialogue, la concertation et le suivi des dossiers prioritaires pour l'Outaouais.

Plus que jamais, l'Outaouais doit parler d'une voix forte et unie. Ensemble, nous avons l'occasion de bâtir une région plus attractive, plus prospère, plus équitable et plus résiliente.

Nous invitons donc les futures élues et futurs élus à devenir des partenaires engagés dans la réalisation de cette vision et à porter, avec nous, les ambitions de l'Outaouais.